

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SG/Q1/EST/2

13 juin 2001

(01-2932)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS ET RÉGLEMENTATIONS AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6 DE L'ACCORD

Réponses aux questions posées par les ÉTATS-UNIS¹ concernant la notification de l'ESTONIE²

La Mission permanente de l'Estonie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 11 juin 2001.

Question 1

Prescription relative à l'accroissement des importations. L'article 120:1 de la Loi sur le développement rural et la réglementation du marché agricole (la Loi), qui énonce les bases de l'application d'une mesure de sauvegarde aux importations d'un produit agricole, reprend généralement la formulation de l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes de l'OMC (l'Accord), mais n'indique pas que les importations doivent être "en quantités tellement accrues". Pourquoi cette prescription a-t-elle été omise? [Note: la prescription relative à l'accroissement des importations figure au paragraphe 123, intitulé "Obligation de mener une enquête".]

Réponse

Cette prescription n'a pas été omise. L'article 120:1 fixe un principe général pour l'application des mesures de sauvegarde lorsque des produits sont importés à des conditions telles qu'ils causent ou menacent de causer un dommage grave à la branche de production nationale. L'article 129 définit le dommage grave ou la menace de dommage grave de manière plus précise en prenant en considération le principe énoncé à l'article 2:1 de l'Accord sur les sauvegardes concernant la prescription relative à l'accroissement des importations.

Question 2

Transparence et délai approprié pour la conduite de l'enquête.

- a) Conformément à l'article 126:1, les autorités compétentes disposent d'un délai maximal de 15 jours ouvrables (environ trois semaines) à compter de la réception de la demande pour décider de l'ouverture d'une enquête. Les autorités procèdent ensuite à la

¹ G/SG/Q1/EST/1.

² G/SG/N/1/EST/2.

publication au Journal officiel (*Ametlikud Teadaanded*) d'un avis d'ouverture de l'enquête.

- b) L'article 126:2 dispose que l'enquête est ouverte le jour de la publication au Journal officiel de l'avis.
- c) L'article 127 de la Loi dispose que les autorités compétentes doivent clore l'enquête dans un délai de deux mois à compter de la réception de la demande, et permet une prorogation d'un mois "dans des cas exceptionnels".
- d) L'article 128 dispose que les autorités doivent organiser des auditions publiques pour toutes les enquêtes, auditions au cours desquelles les importateurs, les exportateurs et les autres parties intéressées pourront présenter des éléments de preuve et leurs vues.

Cela signifie que plus de quatre semaines, sur un délai total de huit semaines d'enquête, peuvent s'être écoulées avant que l'avis d'ouverture de l'enquête ne soit publié, les autorités compétentes disposant au maximum de quatre semaines pour rassembler les éléments de preuve, organiser des auditions et prendre leur décision. Cela signifie également que les importateurs et les autres parties intéressées n'auraient pour ainsi dire pas le temps de prendre un avocat, de se préparer pour l'audition et de présenter par écrit des éléments de preuve et leurs vues. Veuillez expliquer comment des délais aussi courts pourraient:

- a) permettre "d'informer raisonnablement toutes les parties intéressées" de la tenue des auditions publiques et leur ménager d'autres possibilités adéquates de présenter des éléments de preuve et leurs vues et, notamment, la possibilité de répondre aux exposés d'autres parties, comme le dispose l'article 3:1 de l'Accord; et
- b) laisser aux autorités compétentes un délai suffisant pour rassembler les données qui leur sont nécessaires afin de parvenir à des constatations et des conclusions motivées sur tous les points de fait et de droit pertinents, et publier un rapport les exposant, comme le dispose l'article 3:1 de l'Accord.

Réponse

En ce qui concerne l'Estonie, les délais prévus sont raisonnables et suffisants pour les deux raisons exposées ci-après.

Premièrement, les mesures de sauvegarde ne sont destinées qu'aux situations d'urgence sur le marché estonien des produits agricoles. La période pendant laquelle se déroule l'enquête représente une période d'incertitude pour les importateurs, la branche d'activité locale et les autres parties intéressées. Il a été décidé de fixer une durée d'enquête plus brève afin de réduire les éventuels effets préjudiciables de cette période d'incertitude.

Deuxièmement, le marché estonien des produits agricoles est un marché petit et concentré. Cette petite taille permet une plus grande flexibilité et une plus grande transparence tant pour les autorités chargées de l'enquête que pour les parties concernées. Compte tenu de ce facteur, les délais sont suffisants.

Question 3

Mesures provisoires. L'article 132:1 semble donner le droit à l'Estonie d'appliquer une mesure de sauvegarde à titre provisoire, en attendant la fin d'une enquête, si l'une des deux conditions suivantes est remplie: a) des éléments de preuve permettent d'établir clairement que

l'accroissement des importations a causé ou menace de causer un dommage grave, "ou" b) si apparaissent sur le marché agricole des circonstances critiques qui font que tout délai dans l'application des mesures de sauvegarde causerait à la branche de production nationale un tort qu'il serait difficile de réparer. L'article 6 de l'Accord dispose que ces deux conditions doivent être remplies pour que l'on puisse conclure qu'il existe des circonstances critiques.

- a) Veuillez expliquer comment l'article 132:1 est compatible avec l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes.**

Réponse

L'article 132:1 n'est pas entièrement compatible avec l'article 6 de l'Accord sur les sauvegardes. La Loi sur le développement rural et la réglementation du marché agricole doit être modifiée au deuxième semestre de l'année 2001, ce qui mettra l'article 132:1 en conformité avec les prescriptions de l'article 6 dudit accord.

- b) Veuillez expliquer dans quelles circonstances une mesure provisoire peut être prorogée jusqu'à deux fois, en respectant la limite globale de 200 jours (article 133, et article 6 de l'Accord sur les sauvegardes), comme le suggère l'article 132:3.**

Réponse

Le sens de cette disposition (article 132:3) est le suivant: si le taux de droits NPF est, à titre de mesure de sauvegarde provisoire, majoré jusqu'à être doublé, le gouvernement décide de l'application de mesures de sauvegarde provisoires. Dans les autres cas (par exemple si le taux de droits est plus que doublé), le Parlement adopte une décision. La durée totale de 200 jours prévue à l'article 133 s'applique sans exception dans les deux cas.
